

royaliste



BI-MENSUEL

DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

18 FÉVRIER AU 4 MARS 1981 - 11^{ème} année - N° 332 - 4,50 F

M 2242 - 332 - 4,5 F



**les
cent
derniers
jours**

Tandis que les députés nationalistes basques conspuent Juan Carlos

A Guernica, socialistes et communistes crient « Vive le roi »

De notre envoyé spécial
Jean-Louis MORILLON

GUERNICA

LES Espagnols sont stupéfaits. Un scandale d'une ampleur que personne n'osait imaginer a éclaté mercredi à Guernica, tref historique du Pays basque. Les séparatistes favorables à l'E.T.A. ont bafoué en public le très populaire roi Juan Carlos.

Jamais Franco n'aurait toléré le centième de l'affront

qu'a subi avec sang-froid son successeur. La démocratie espagnole en pleine crise politique depuis la démission du Premier ministre centriste Suarez, il y a une semaine, vient de recevoir un nouveau choc grave.

La démission du premier ministre espagnol Adolfo Suarez a mis à nouveau le roi Juan-Carlos en position d'arbitre. Malgré les conseils défavorables de son entourage il a effectué un voyage officiel au Pays Basque qui vient d'accéder à un statut d'autonomie unique en Europe. Guernica a été le centre symbolique de cette visite comme le retrace le «Nouvel Observateur» :

«Le «clou» du voyage, on le savait serait l'acte solennel qui se déroulerait à Guernica, en présence des membres du gouvernement basque, des parlementaires et des élus basques. Guernica : lieu, s'il en est, qui parle à la mémoire des Espagnols. C'est là que seigneurs et rois ont, tout au long des siècles, prêté serment de défendre les fameux «fueros», ces privilèges des provinces du Nord. C'est là que, sur ordre de Franco, en 1937, pendant la guerre civile, l'aviation allemande a lâché ses bombes, rayant pratiquement de la carte ce village martyr, avant que le dictateur ne tire un trait, sur le statut particulier dont jouissait le Pays basque, statut qu'il vient seulement de retrouver.»

On aurait pu croire alors que les partisans de Herri Batasuna (branche politique de l'ETA) ain-

si que les militants basques graciés en 77 lui seraient reconnaissants. C'était oublier la folle logique, la logique terroriste de ces indépendantistes. Poings levés, ils ont interrompu le discours du roi au siège de l'ancien parlement basque. Mais cette manifestation a tourné en leur défaveur et les partisans de Batasuna ont du quitter la salle sous les invectives de la population qui criait : «Vive le roi», comme le titre «France-Soir» :

«L'incroyable s'est produit alors que le roi s'apprêtait à prendre la parole dans la «Casa de Juntas», siège à Guernica de l'ancien Parlement basque. Il n'a pas eu le temps de prononcer trois mots. Soudain d'un même élan, une trentaine de députés et de conseillers généraux se lèvent sur les gradins supérieurs. Le poing levé, ces représentants d'Herri Batasuna interrompent Juan Carlos et entonnent leur chant révolutionnaire : «Nous sommes les combattants basques». Tout le monde est interloqué. Debout à la tribune, le roi ne dit rien. Il esquisse un sourire par instant, et se crispe à d'autres moments. Assise près de lui, la reine Sophie ne sait, elle non plus, quel comportement adopter. C'est alors que les élus communistes, socialistes, centristes, les notables du parti nationaliste basque se lèvent. Ils hurlent, unanimes «Viva el rey».

LA PRESSE AU CRIBLE

De cette épreuve l'image du souverain espagnol est sortie renforcée comme l'affirme Marcel Niedergang dans «Le Monde» :

«Juan-Carlos est sorti grandi de l'incident. Son sang-froid, son humour, ont été appréciés. Le calme revenu, il a proclamé sa foi «dans la démocratie et le peuple basque» en réponse à ceux qui «n'acceptent pas le dialogue». En sortant, sur la place, accompagné de la reine Sophie, il a salué le chêne «historique» (l'arbre actuel, en réalité, a été replanté en 1979) où les souverains d'Espagne faisaient le serment, depuis le quatorzième siècle, de respecter les «fueros» des Basques.»

Quant aux institutions monarchiques elles ont reçu un soutien unanime excepté des terroristes de l'ETA et des franchistes, comme l'analyse le «Nouvel Observateur» :

«Douze minutes. L'incident n'aura pas duré plus. Douze minutes capitales, a écrit, le lendemain la presse espagnole, d'où le monarque et les institutions sont sorties renforcées. Parce que Herri Batasuna, en obligeant tous les élus basques, et notamment ceux du P.N.V., à soutenir le roi, s'est coupé volontairement et définitivement de la majorité : en faisant l'unanimité contre elle, elle l'a faite pour la monarchie.»

Le journal socialiste «Le Matin de Paris» s'est même lancé dans un brillant éloge de la monarchie espagnole auquel nous n'avons rien à ajouter :

«L'influence du roi est d'autant plus grande que l'institution monarchique n'est pas du tout touchée par le sentiment de «désenchantement» dont les Espagnols font preuve à l'égard des autres institutions et des partis. Personne ne songe en effet à rendre Juan-Carlos responsable du terrorisme, de la crise économique ou du chômage. Les Espagnols sont même persuadés que sans la monarchie, qui joue un rôle stabilisateur et rassurant, la situation serait aujourd'hui beaucoup plus grave. Même les communistes et les socialistes sont d'accord là-dessus.»

Un roi indépendant qui restaure la démocratie, décentralise, garantit les libertés au point que communistes et socialistes crient «Vive le Roi» quel bel exemple pour notre pays où les libertés se réduisent comme peau de chagrin.

Jacques BLANGY

le meilleur choix possible

Huit mois après la visite du Pape, Paris connaît enfin le nom de son nouvel archevêque.

Personne ne doute qu'il s'agisse d'un événement national. L'archevêque de Paris est, qu'il le veuille ou non, un personnage politique. Il arrive qu'en période de crise son rôle soit capital, mais au jour le jour on lui demande aussi son avis sur toutes les grandes questions. Mgr Lustiger deviendra ainsi très rapidement un personnage que la presse, et surtout la télévision, rendront familier à chaque Français.

Cela pour le côté extérieur. Plus profondément Jean-Paul II vient de nommer l'un des hommes clefs de l'Eglise de France, sinon son chef de par le formidable poids de l'archevêché de Paris. Et chacun s'accorde à penser qu'il a fait le meilleur choix possible. Il est d'ailleurs significatif à cet égard qu'aussitôt ébruitée par une indiscretion, la nouvelle de sa nomination, n'a plus fait aucun doute pour personne malgré l'absence prolongée d'une confirmation officielle.

Et pourtant Mgr Lustiger ne venait-il pas, en novembre 1979, d'être nommé évêque d'Orléans ? Précisément, il a fait dans cette ville la preuve de son efficacité, faisant l'unanimité, décidant de reconstruire un grand séminaire, bref, faisant clairement compren-

royaliste

17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris. Téléphone : 297-42-57
C.C.P. Royaliste 18 104 06 N Paris

* Changements d'adresse : joindre la dernière bande d'abonnement et 4 F en timbres pour les frais

* Les illustrations et les photos de ce numéro ont été fournies par le groupe audiovisuel et sont la propriété du journal

Directeur de la publication : Yvan AUMONT.
Imprimé en France - Diffusion : N.M.P.P. - Numéro de commission paritaire : 51 700.

demande de documentation

Si ce numéro vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous avons publiés, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom : Prénom :
Année de naissance : Profession :
Adresse :

désire recevoir, sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste.

Bulletin à retourner :
ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS



dre par son action que l'heure des doutes post-conciliaires était passée et que celle du redressement commençait.

Même ceux qui, comme Marc Dem, écrivain traditionaliste, avait critiqué son action en tant que curé de Ste Jeanne-de-Chantal à Paris, dans les années 70, déclarent lui accorder leur confiance.

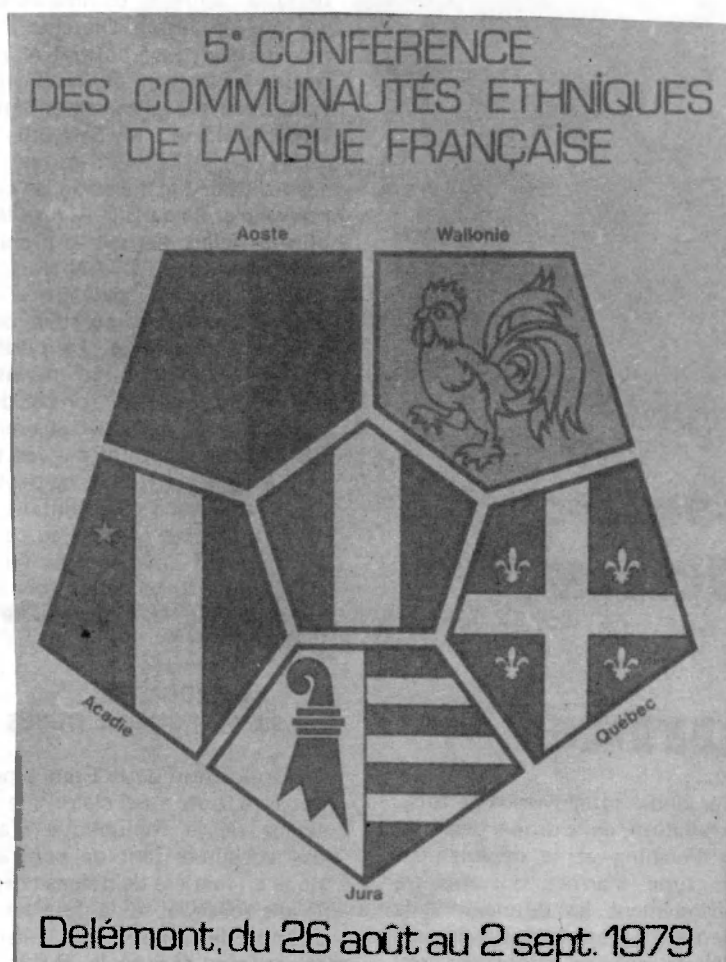
Mais surtout, ceux qui, innombrables, ont mis tous leurs espoirs pour l'Eglise dans l'action du pape Jean-Paul II, ne peuvent que se réjouir de trouver un évêque aussi parfaitement dans la ligne «wojtyliste». Voilà même que l'on découvre ses ascendances polonaises, et Jean-Luc Marion qui connaît bien Mgr Lustiger peut affirmer qu'*«il fera l'évêque comme Jean-Paul II fait le pape»*. Gérard Leclerc, dans le *Quotidien de Paris* n'omet pas de rappeler qu'*«il échappe régulièrement à ses amis, à ses proches, pour trouver un lieu de retraite et prier à l'abri des regards? Ce n'est pas étonnant. Jean-Paul II fait la même chose ...»* et pour répondre aux questions classiques : «Intégriste? Progressiste? De droite? De gauche», Gérard Leclerc rappelle que ni le Pape ni Mgr Lustiger ne *«vont se conformer à des mots d'ordre auxquels personne ne croit plus. Comme Karol Wojtyla, Jean-Marie Lustiger a vécu dans son cœur, dans ses proches, les pires épreuves du XXe siècle. Ayant été au bout de cette période critique et dramatique, ils ne sont prisonniers d'aucune coterie, d'aucun parti.»*

Dès lors l'Eglise de France se retrouve, avec des hommes comme Mgr Lustiger, sans doute mieux armée pour faire cette «révolution spirituelle» que Mgr Veuillot, sur son lit de mort, appelait de ses vœux.

J.B.

Une réelle promotion du français dans le monde ?

Après plusieurs années de quasi-léthargie le «Haut Comité de la langue française» vient de voir ses activités relancées par le président de la République. A quelques mois des élections Valéry Giscard d'Estaing découvre les menaces qui pèsent sur notre langue et curieusement s'en inquiète.



19 mai 1974. Le résultat des élections présidentielles vient d'être proclamé. Les micros se tendent et les caméras se braquent sur le nouveau président. Valéry Giscard d'Estaing se tourne alors vers le représentant de la B.B.C. et prononce une courte allocution en anglais pour dire sa joie d'être élu.

Après un début aussi prometteur, on peut penser que le locataire de l'Elysée n'a pas été passionné par les activités du «Haut Comité de la langue française». Ce dernier dont les membres renouvelés en juin dernier, viennent d'être réunis pour la première fois, a proposé quatorze mesures que le gouvernement a entérinées en les considérant comme «la première

étape d'une politique de la langue française à la fois diversifiée et cohérente.» Notons au passage l'aveu que constitue cette «première étape» -après sept ans de giscardisme !

Les propositions se situent à deux niveaux :

- d'une part une action en France et dans les pays francophones,
- d'autre part une politique pour l'Europe et le reste du monde.

En France, un renforcement de l'enseignement du français -même dans les sections scientifiques et techniques- est nécessaire. Dans la vie courante, une certaine vigilance s'impose pour veiller à la qualité du langage administratif

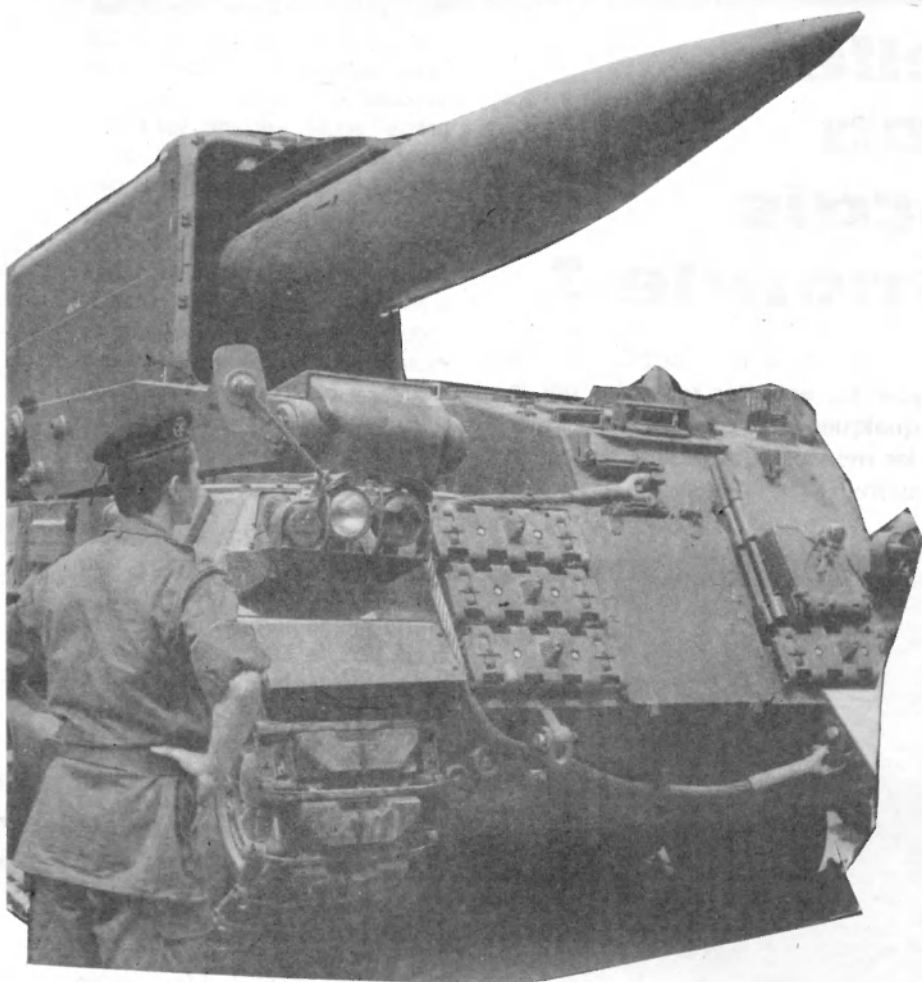
ainsi qu'à la bonne compréhension du langage juridique, ce qui exige parfois une modernisation de celui-ci. Radios, télévisions et presse écrite doivent également favoriser un usage correct de la langue par la formation et le perfectionnement continuels de leurs personnels. Cependant il ne s'agit pas d'une action purement défensive. La création de nouveaux mots, et la francisation de termes étrangers lorsqu'aucun équivalent français n'a pu être trouvé, procèdent d'une nécessaire adaptation de la langue. Pour ce faire, des conférences périodiques auxquelles participeront tous les pays francophones sur un pied d'égalité permettront de développer un programme d'action pluriannuel.

Au niveau européen, le rapprochement vers le Sud de la Communauté Economique Européenne non seulement favorise le maintien du français comme langue principale mais encore permet de mettre sur le même pied toutes les langues étrangères dans notre pays et donc, par réciprocité de replacer le français au même rang que l'anglais dans les autres pays de la C.E.E.

Au plan mondial, il faut mener une politique d'ensemble utilisant les techniques modernes : création d'une banque de données au service des universitaires et des chercheurs du monde entier; diffusion de disques, bandes magnétiques et cassettes; mais surtout usage d'un satellite de communication pour la diffusion des productions audiovisuelles de langue française. Le Haut Comité favorisera la rédaction et la publication des ouvrages scientifiques et techniques d'origine française, mais aussi la traduction de travaux menés à l'étranger pour les diffuser en français dans tous les pays francophones.

Il est pour le moins étonnant qu'un tel projet soit mis sur les rails par un gouvernement en fin de parcours ! Que d'années perdues ! Il est vrai que Giscard vient de se découvrir «fier d'être français» dans un entretien paru dans *Jours de France* le jour même où on annonçait la candidature de Jacques Chirac ... Mais enfin, il reste à espérer que cette politique soit réellement mise en œuvre en totalité et surtout que les successeurs du Premier ministre actuel (qui a qualité de président du Haut Comité de la langue française) donnent à celui-ci les moyens matériels et budgétaires de mener à bien sa mission.

Philippe LABARRIERE



défense nationale : les conditions de notre indépendance

Mardi 3 février, le président Reagan dévoilait à la presse le dernier volet de son offensive diplomatique : le renforcement de l'aide américaine au Proche-Orient et particulièrement à Israël. Volonté durable de reprise en main des alliés les plus sûrs ou numéro d'Hercule de foire destiné à peser lourd dans une prochaine négociation avec l'URSS ?

OU L'ARME NEUTRONIQUE REAPPARAÎT

Beaucoup plus importante était sans doute, ce même mardi, la première conférence de presse du nouveau secrétaire d'Etat à la Défense M. Weinberger, qui portait principalement sur le déploiement des armes nucléaires américaines en Europe et la réouverture du fameux dossier de l'arme à radiations renforcées (dite Bombe à neutron). M. Carter avait pris en 1978 la décision de classer provisoirement le dossier selon le principe que l'on ne peut faire

avaler deux couleuvres à la fois : l'installation en Europe des missiles Pershing et le déploiement d'un type d'armes qui modifie profondément les données de la Défense et pourrait réveiller les quelques « chiens endormis » restant sur le vieux continent selon l'expression de Philippe de Saint Robert.

La carte était pourtant prête à resservir. D'une part parce que les Américains avaient préparé les choses depuis bien longtemps dans les milieux de l'Alliance atlantique : certains officiels américains dans l'organe de l'OTAN « 15 nations » n'allaient-ils pas jusqu'à nous proposer, afin « d'améliorer la défense européenne », l'échange de trois bombes américaines de gros calibre contre chaque bombe à neutrons. D'autre part l'intense campagne d'intoxication menée dans la presse atlantiste l'été dernier, devait servir en quelque sorte de préparation d'artillerie.

Le fait nouveau n'est donc pas la réapparition de la bombe à neutrons mais le consensus désiré

par les Américains sur cette question. « Nous consulterons tous nos alliés et la France », a déclaré M. Weinberger, en essayant de les persuader que nous aurons cette fois plus de constance. On peut penser que cette proposition a été au cœur des discussions entre le président de la République et le chancelier Schmidt lors de la consultation franco-allemande des 5 et 6 février derniers. La déclaration de « confiance vis-à-vis de la nouvelle administration américaine » des deux hommes d'Etat en fin de sommet doit elle être interprétée comme une approbation au déploiement de la bombe à neutrons en Europe ?

On peut être assuré que du côté de M. Schmidt, comme du côté de Londres (Mme Thatcher a immédiatement jugé l'initiative américaine « intéressante ») les propositions américaines seront acceptées sans problème. M. Schmidt, dès 1978, avait d'ailleurs donné son accord pour l'installation de cette nouvelle arme en R.F.A. Problème plus difficile : pousser la France à collaborer avec l'OTAN alors que celle-ci déclare poursuivre ses propres recherches au sujet de la bombe neutronique. La position de M. Schmidt a au moins le mérite d'être claire : privée de la possibilité de fabriquer elle-même l'armement nucléaire par les traités de 1945, la R.F.A. ne peut espérer rejouer un rôle militaire européen qu'en se plaçant au centre du dispositif américain en faisant en quelque sorte passer son réarmement par la petite porte de l'OTAN.

CONTRE LE MARCHÉ DE DUPES

La position de la France pourrait être toute aussi claire si le président de la République n'avait pas accumulé tant de contradictions en matière de défense depuis 7 ans, désirant à la fois ne pas décevoir les amis de M. Lecanuet et ne pas fâcher le R.P.R. Le déploiement de la bombe à neutrons, arme nucléaire tactique efficace seulement dans la perspective d'une attaque soviétique classique en Europe, correspond parfaitement à la volonté américaine de faire du vieux continent le premier, et peut être le seul, champ de bataille. Le seul obstacle à cette doctrine est l'armement stratégique français qui interdisait aux agresseurs une guerre autre que de destruction totale. Conclusion : il faut dénucléariser la France et, pour cela, l'amener à un compromis sur une défense globale en Europe qui ne peut actuellement se faire que sous la houlette américaine.

La réponse française serait simple : nous avons toujours décliné l'invitation aux conférences sur la réduction des forces nucléaires

stratégiques, véritables marchés de dupes pour les moyennes puissances nucléaires, nouveau Yalta pour les super-puissances qui pourraient ainsi se débarrasser en particulier du gros grain de sable français dans leurs machines hégémoniques.

Le déploiement de la bombe à neutrons en Europe, qui vise exactement le même objectif doit être traité de la même façon. De plus pour s'opposer nettement au risque de guerre classique en Europe qui ferait de nous la « chair à canon » de l'OTAN, des initiatives claires auraient pu être prises pour contrer le nouveau diktat américain.

— En plus du refus de négocier sur les questions nucléaires avec qui que ce soit, consolidation de notre défense nucléaire stratégique par la construction d'une nouvelle série de sous-marins nucléaires lance-engins.

— Autonomie de nos forces d'intervention, permettant la protection de notre ravitaillement et des DOM-TOM : pour cela construction d'avions porteurs à long rayon d'action (que nous prêtent gracieusement les Américains) et de navires de même effet.

amérique chasse

Il n'aura pas fallu attendre longtemps pour pouvoir juger la « nouvelle » politique de l'administration Reagan dans sa zone d'influence. Les propos du général Haig sur une « intervention massive de Cuba avec l'aide du Nicaragua Sandiniste au Salvador » précédés par la destitution de Robert White, ambassadeur des U.S.A. à San Salvador, dont l'attitude tiède n'aurait pas plu aux autorités américaines, montrent bien que celles-ci ne veulent pas voir mettre en cause leur suprématie sur leur continent.

Premier point : l'Amérique ne souhaite pas le développement de nouveaux foyers de tensions. le règlement rapide du conflit frontalier entre l'Equateur et le Pérou où Washington a pesé directement de tout son poids et indirectement par ses alliés de l'OEA (Organisation des Etats Américains) - en est la preuve.

Deuxièmement les U.S.A. appliquent en Amérique centrale les nouvelles directives de réduction des aides économiques décidées par la direction du Budget Fédéral. Désormais l'Amérique envisage une aide avec des contreparties : plus d'assistance multilatérale mais

CHEMINS DU MONDE

— Opposition à toute tentative de réarmement allemand qui installerait à nos portes, en cas de réunification, un complexe militaro-industriel des plus dangereux.

— Arrêt des recherches sur l'arme à radiations renforcées qui coûtent fort cher et qui entretiennent un doute sur le choix de notre type de défense.

Alors que l'administration Carter était molle et incohérente, le chef de l'Etat n'a rien fait pour permettre à la France de prendre la place qui lui revient dans le jeu diplomatique. Cela lui sera durement compté dans les mois qui viennent. Qu'il n'ajoute pas la veulerie à l'impuissance en rentrant dans le rang aux premières injonctions d'un président américain qui pourrait s'avérer n'être, selon le mot de Léon Daudet, qu'un «costaud de saindoux dans un caleçon de tulle illusion.»

Olivier MOULIN

Un dossier Armée-Défense nationale est en préparation et sera publié dans un prochain numéro de *Royaliste-Cahiers-Trimestriels*, abonnement 35 F.

latine : gardée...

une aide directe aux «amis de l'Amérique» qui prendrait moins la forme de subventions que d'investissements privés. Or le Nicaragua ne semble pas répondre aux critères de fiabilité définis par Washington même si on dit à Managua que la suspension de l'aide n'est que provisoire.

En troisième lieu une incertitude demeure sur l'attitude américaine à l'égard des forces conservatrices qui s'agitent dans la région. Le soutien aux bandes somozistes basées au Guatemala et au Salvador apparaît comme une solution suicidaire. Les Américains sont échaudés depuis l'intervention piteuse de la Baie des Cochons. Mais les pressions exercées par l'extrême-droite salvadorienne allant jusqu'à l'assassinat de ressortissants américains pourraient convaincre les U.S.A. de choisir leur camp.

Quand à la France, le jour où Giscard d'Estaing recevait les lettres de créance de l'ambassadeur du Salvador, Olivier Stirn devait déclarer que la responsabilité de la dictature salvadorienne dans les atteintes aux droits de l'homme n'était pas totale ! ... équilibre oblige.

F.M.



vanuatu : la france humiliée

Six mois après une déclaration d'indépendance qui a parachevé une décolonisation bâclée, le Vanuatu (ex-Nouvelles Hébrides) expulse notre ambassadeur. Le camouflet en dit long sur l'inconsistance de la diplomatie giscardienne.

L'incident qui a déclenché l'expulsion de M. Y. Rodrigues est le retrait de visa accordé à 4 personnes du Vanuatu; lesquelles se rendaient amicalement en Nouvelle Calédonie... à un congrès du Front Uni de Libération Kanake (FULK). En fait, ce grave incident illustre le long processus de dégradation des positions française dans l'ancien condominium franco-britannique. Pour comprendre cette évolution, il faut observer les événements qui ont précédé la déclaration d'indépendance le 30 juillet 1980 (1).

Appuyé sur les missionnaires protestants, l'administration anglaise laissait la population prendre elle-même ses problèmes en charge. Elle a ainsi formé une élite anglophone qui se retrouve aujourd'hui dans un parti bien structuré, le VAP (Vanuaaku Pati). En revanche, héritant des vices de plusieurs décennies de centralisation, l'administration française voulait résoudre elle-même les moindres problèmes de ses «administrés». Plusieurs années auraient encore été nécessaires pour que les «élites» francophones puissent jouer un rôle effectif. De plus, elle n'a pas su faire entendre raison à certains colons qui ne voyaient

pas plus loin que le bout... de leurs intérêts immédiats. La France n'a laissé derrière elle que quelques notables dispersés qui ne sont réellement implantés que dans leurs fiefs respectifs. Le résultat ne s'est pas fait attendre : Walter Lini et le VAP ont remporté 2/3 des sièges aux élections législatives en novembre 1979; tous les ministres sont anglophones ! Ils sont en outre secondés par des conseillers britanniques toujours en place.

Face à cela, le flottement, les incertitudes et les promesses légères entretenues par les autorités françaises n'ont pu que favoriser la rébellion de populations qui croyaient pouvoir compter sur elles. Un peu partout l'annonce de l'indépendance a suscité des troubles. On se souvient notamment de la «sécession» manquée de l'Ile d'Espirito Santo. Certains manifestent aujourd'hui à l'égard

de la France la rancœur de ceux qui s'estiment trahis et abandonnés. D'autant qu'une répression brutale frappe tous ceux, à commencer par les francophones et les catholiques, qui sont soupçonnés de s'opposer au VAP ou à une police qui lui est entière-

ment soumise. Un député francophone, M. Alexis Yolou a été assassiné sans qu'une enquête officielle ait été à ce jour ordonnée. Arrestations arbitraires, mauvais traitements se succèdent : environ 700 personnes de l'île de Malekula ont été transférées à la prison de Luganville, la plupart des parlementaires qui ne sont pas membres du VAP sont en prison ou en exil... La situation est telle que les Eglises (y compris les Eglises protestantes pourtant favorables au pouvoir) se sont officiellement inquiétées : elles dénoncent «la politique gouvernementale actuelle d'arrestations massives dans certains endroits, souvent avec peu ou pas de preuves» et ajoutent «les rapports sur les brutalités policières dans les prisons de Lakatoro et de Santo sont trop nombreux pour n'être que de simples rumeurs» (2). A ce sombre tableau, il faut ajouter que la «justice» est évidemment entièrement entre les mains des anglophones.

Sur le plan administratif, la situation n'est pas plus brillante. La décentralisation qui s'impose dans un archipel aux ethnies et aux langues diverses est inexistante dans ce contexte de répression et de sécession larvée. Les francophones la réclament... tout comme le VAP lorsqu'il était dans l'opposition (voilà qui nous rappelle quelque chose !)

Depuis que notre ambassadeur à Port-Vila est *persona non grata*, M. Stirn s'agit pour ne pas perdre la face - comme si ce n'était pas déjà fait ! A l'heure où ces lignes sont écrites, Paris a décidé de rappeler ses coopérants. Au moment où l'on réunit bruyamment le Haut Comité de la langue française (quelques mois avant les présidentielles; mais on assure que c'est un hasard) c'est une belle illustration de la défense de la francophonie. Quand on sait que

plus de la moitié des 2700 écoliers de Vanuatu sont scolarisés en français, on se rend compte à quel point une telle mesure va parachever ce qui est déjà un désastre.

Lequel jette une ombre sur la présence française dans la région. Outre les 4 personnalités du Vanuatu qui se rendaient à un Congrès du FULK à Nouméa, on relève la présence à Canberra (Australie) de deux dirigeants indépendantistes néo-calédoniens qui assisteront à une conférence de l'organisation socialiste Asie-Pacifique (2).

Les grandes manœuvres continuent. Mais rassurez-vous bons gens, Giscard veille par Stirn interposé !

P. CARINI

(1) Voir également notre dossier dans *Royaliste* 307 (10 janvier 1980). Envoi franco 5 F.

(2) Voir *Le Monde* du 5 février 1981.

DOSSIER

La réduction de la durée du travail est un problème réel mais trop souvent mal posé. De plus les polémiques autour des 35 heures ou de la cinquième semaine de congés occulte la vraie question : du temps libéré, mais pour quoi faire ?

La réduction de la durée du travail est un des chevaux de guerre favoris des syndicats : CGT et CFDT réclament les 35 heures sans diminution de salaire cependant que FO mobilise plutôt ses troupes sur le thème de la cinquième semaine de congés payés. L'argumentation syndicale est double. D'une part elle dénonce le caractère répétitif et monotone de maints travaux qui de la chaîne aux O.S. du tertiaire continuent à faire du travailleur un robot. Diminuer cette épreuve n'est que justice et s'inscrit dans la tradition d'un siècle de combat syndical.

De plus les syndicats disent en substance que puisque le travail se raréfie à l'heure où la France compte 1,6 million de chômeurs il est plus équitable de le répartir entre tous.

PAS DE REDUCTION PASSE-PARTOUT

Cette deuxième argumentation est entachée de simplisme et constitue même un contre-sens économique. Pour qu'elle soit totalement recevable il faudrait que les travailleurs soient rigoureusement interchangeables, d'une mobilité géographique totale et puissent prendre indifféremment n'importe quel poste. Or tel n'est pas le cas. Déjà dans la France de 1979, comme le fait remarquer Alfred Sauvy dans « La machine et le chômage », 27% des entreprises déclaraient ne pouvoir produire davantage faute de personnel. Autant de goulots d'étranglement qui provoquent le sous-emploi des fournisseurs, et lorsqu'il s'agit d'entreprises fabriquant des biens intermédiaires, des usines clientes. Imposer partout les 35 heures reviendrait à multiplier ces goulots donc à étendre le chômage. C'est d'ailleurs ce qui s'est passé en 1936 quand le Front Populaire a imposé les quarante heures. A contrario le gouvernement Daladier-Reynaud, en « assouplissant » cette règle, a permis à la France de sortir de la crise de l'emploi en 1938 et 1939.

Par ailleurs plus de personnel pour le même travail cela suppose un alourdissement des coûts salariaux des entreprises. Souvent cet alourdissement sera compensé par des gains de productivité. Mais dans le cas contraire, cela vaudra dire diminution de l'investissement avec

le vieillissement de l'appareil industriel et les pertes d'emplois que cela implique.

REDUIRE EN MODULANT

Est-ce à dire qu'il faille se résigner et cautionner le refus de François Ceyrac et Yvon Chotard face aux propositions pourtant modestes du rapport Giraudet qui voulait réduire de 80 heures la durée annuelle du travail et ramener de 40 à 38 heures la durée hebdomadaire du travail dans les professions pénibles ? Bien sûr que non. D'abord parce que le travail allongé par la durée du temps de transport à Paris et dans les grandes agglomérations est trop déshumanisant souvent

PRODUCTIVITÉ ET TEMPS DE TRAVAIL

De 1969 à 1976 la productivité augmentait de 130 %, la durée hebdomadaire du travail passait de 46 à 42 heures soit une réduction de moins de 10 %.

Echanges et Projets

pour être admis à haute dose. Ensuite parce que la nouvelle révolution scientifique et technologique que nous sommes en train de vivre grâce à la robotique et à la télématique rend possible des gains horaires. Certes une partie de ces gains devront être consacrées à améliorer la compétitivité (1) de nos usines. Par ailleurs le progrès technique crée de nouveaux besoins qui ne sont pas obligatoirement



à durée égale, le temps de travail n'est pas neutre

quelle réduction de la durée du temps d

tous frelatés.

Ceci dit une part notable des gains de productivité obtenus par la télématique permettra des réductions de la durée du travail. La procédure la plus efficace pour y parvenir serait la suivante : une maquette de la structure de l'emploi souhaitable par branche serait mise au point conjointement par le patronat et les syndicats. Ensuite, branche par branche, ou mieux encore entreprise par entreprise, des abaissements de la durée du travail seraient négociés. C'est ainsi que cela se passe en Suède. En France la faiblesse et la division du mouvement syndical rendent cette procédure plus scabreuse. Sans doute conviendrait-il que l'Etat puisse intervenir en arbitre quitte à octroyer des bonifications ou des pénalités (fiscales par exemple) aux entreprises selon leur degré de coopération.

LE TEMPS N'EST PAS NEUTRE

Mais attention ! Il serait aberrant de prôner au niveau d'une même entreprise une réduction uniforme du temps de travail pour tous. C'est pourtant ce que font les syndicats lorsqu'ils raisonnent en terme

d'abaissement de la durée hebdomadaire de travail, d'allongement des congés payés, d'avancement de l'âge de la retraite qui seraient les mêmes pour tous. De telles mesures ne contribueraient en rien à enrayer l'appauvrissement des rapports sociaux tel que l'a institué la société industrielle. En fait l'erreur majeure des syndicats est de croire que le temps est neutre pour tous. Or qu'y a-t-il de commun entre un cadre qui s'est investi tout entier dans son travail et pour qui la retraite anticipée est synonyme de mort sociale, le travailleur de force qui s'use pré-



1936 : arracher les 40 heures ...

maturément en « perdant sa vie à la gagner » et la jeune mère de famille désireuse de diminuer son activité professionnelle sans « décrocher » totalement.

DES REDUCTIONS SELECTIVES

C'est pour cela qu'il faut préconiser une attribution sélective des réductions horaires. Dans la mesure où l'on arrivera à ce que le groupe « Echanges et Projets » appelle « la révolution du temps choisi » les mesures à adopter devront

ction

e travail ?

l'être dans le cadre le plus décentralisé possible, celui de l'entreprise. Encore faut-il que ces entreprises ne soient pas les filiales de groupes monstrueux, donc morcellement de ces groupes. Ce choix en faveur de la décentralisation extrême nous interdit de faire un catalogue trop précis des mesures à prendre.

Quelques priorités cependant semblent devoir s'imposer. D'abord diminuer la durée des travaux pénibles et répétitifs. Francine Gomez, vice-présidente du CNPF, a déclaré à André Harris et Alain de Sedouy qui le rapportent dans «Les Pa-

Ainsi quand la mairie de Paris offre une sorte de bourse au parent qui décide de ne pas travailler pour élever son jeune enfant.

Ce genre de mesures bénéfiques aux familles ne peut manquer d'influencer en même temps l'idée que l'on se fait du travail. Libéré de la religion du travail on peut envisager des solutions allant plus loin tout en laissant les gens s'organiser : prévoir sur les lieux de travail que la jeune mère de famille par exemple ne travaillera que 25 heures tandis qu'un ou plusieurs de ses collègues, assureront 42 ou 45 heures, à charge de revanche bien sûr.

De même on peut envisager que la réduction du temps de travail serait attribuée sous forme de crédit d'heures qui permettrait à l'intéressé de suivre des stages de formation.

ET LE TRAVAIL A TEMPS PARTIEL ?

Dans «La révolution du temps choisi», le groupe «Echanges et pro-

jets» appelle à dépasser la politique consistant simplement à réduire la durée légale du temps de travail même si la réduction est modulée selon les principes que nous venons de voir. «Echanges et Projets» en vient à récuser la notion de plein emploi à temps complet de toute la population. Et les auteurs de l'ouvrage proposent toute une série de mesures ingénieuses telle l'attribution d'un même poste à deux personnes qui se répartiraient le salaire et le travail afférent à ce poste.



... à un patronat qui n'a pas changé

«Echanges et Projets» va jusqu'à suggérer de diminuer la rémunération des employés à temps partiel de façon moins que proportionnelle à leur réduction d'horaires. La proposition est moins démagogique qu'il n'y paraît dans la mesure où elle réduirait fortement les taux actuels d'absentéisme dans les entreprises. Qui plus est ces travailleurs partiels pourraient utiliser leur temps de loisirs à élever leurs en-

fants, à faire des travaux de bricolage dans le cadre de l'entraide voisinage -ce qui suppose un certain statut pour au moins une partie du travail au noir- et réaliseraient ces actions à moindre coût que si ces services avaient été rendus par des institutions mercantiles.

Il ne faut pas cependant se cacher -les auteurs en sont d'ailleurs obscurément conscients- qu'à ce niveau les propositions d'«Echanges et Projets» deviennent dange-

TEMPS PARTIEL : UN TIERS DES FEMMES ACTIVES INTÉRESSÉES

Le travail à temps partiel augmente assez rapidement : 18% de 1972 à 1978 soit deux cent vingt cinq mille emplois alors que dans le même temps les effectifs employés à plein temps n'augmentait que de 2%... Il existe en outre une forte demande latente de travail à temps partiel. Selon une étude menée à la demande du ministère du Travail il intéresserait deux tiers des femmes inactives âgées de vingt à cinquante ans, un tiers des femmes actives de vingt à soixante quatre ans.

Echanges et Projet

reuses. On risque en effet de voir coexister un secteur de travailleurs «productivistes» cherchant à gagner le maximum d'argent et un secteur de marginaux vivant une existence conviviale mais avec des moyens précaires et une sécurité de l'emploi moindre -les travailleurs à temps partiel risquant d'être considérés comme des travailleurs de seconde zone. C'est ce genre de dichotomie qu'appellent de leurs vœux Jean Amado et Christian Stoffaës, auteurs dans le cadre de la commission Technologie du VIII plan, d'un rapport sur la société duale dans laquelle, pour ceux qui ne veulent pas se plier aux critères de la société productiviste, «la dureté de leur vie sera le prix de leur liberté et de la qualité de la vie qu'ils auront choisie.»

Autrement dit sans un projet de société global les idées les plus ingénieuses et les plus généreuses peuvent être récupérées par le système actuel et Illich servira de marchepied aux néo-libéraux.

Arnaud FABRE

(1) Est-il besoin de dire que pour nous le mot compétitivité ne veut rien dire si on laisse l'économie française balayée à tous les vents du libre-échange mondial ?



trons» que dans la mesure où elle fait un travail passionnant elle devrait payer pour le faire. Ce brillant paradoxe contient une part de vérité, surtout lorsqu'on sait que l'espérance de vie du manœuvre est de 68 ans contre 75 ans pour le cadre supérieur (76 pour l'instituteur).

Ensuite la réduction de la durée du travail doit être un élément décisif de la politique familiale. Dans ce journal nous avons toujours défendu l'octroi d'un salaire maternel aux jeunes mères. (De telles idées sont d'ailleurs en train de passer.

LES FRANÇAIS FACE A LA DUREE DU TRAVAIL

Question : Parmi les deux mesures suivantes quelle est celle qui serait la meilleure à votre avis ?

	EUROPE		FRANCE	
	Population	Actifs	Population	Actifs
Augmenter les salaires	42 %	42 %	40 %	41 %
Diminuer la durée du travail	48 %	51 %	52 %	54 %
Sans opinion	10 %	7 %	8 %	5 %

source : IFOP

Question : Dans une dizaine d'années vous pourriez grâce au progrès technique soit gagner deux fois plus soit travailler deux fois moins. Quelle serait votre préférence ?

Travailler deux fois moins : 55 %

Cadre supérieurs 69 %

Employés 66 %

Ouvriers 46 %

Commerçants

et artisans 33 %

Doubler son revenu : 32 %

Ouvriers 42 %

Commerçants

et artisans 44 %

Sans réponse : 13 %

source : IFOP



la planète des bidonvilles

Dans « La planète des bidonvilles » Bernard Granotier analyse un phénomène particulièrement dangereux : la formation dans le tiers monde de mégalofoles de plusieurs millions d'habitants et constituées essentiellement de bidonvilles. Mais les solutions qu'il propose face à ce phénomène ne sont guère convaincantes.

Granotier constate qu'à l'horizon 2000 Mexico dépassera 30 millions d'habitants, Calcutta 20 millions d'habitants qu'à Buenos-Aires 30% de la population de l'Argentine est concentrée sur 0,15% du territoire. Au Nigeria le grand Lagos compte 3,5 millions d'habitants et reçoit 250.000

nouveaux arrivants par an. On ne peut même pas dire que le tiers monde imite l'Occident avec un siècle et demi de retard car les mégalofoles de l'Occident sont des centres industriels et commerciaux. Là au contraire la population rassemblée est formée surtout de marginaux qui vivent

LIRE

d'expédients et de petits métiers.

Mais Bernard Granotier ne cherche pas à freiner le phénomène encore moins à l'inverser. Il part du principe que les nouveaux venus peuvent certes, au pire, s'installer dans des taudis qui sont un enfer urbain mais constituer aussi des bidonvilles dans lesquels l'ancienne sociabilité rurale perdue par les liens noués entre anciens habitants d'un même village transplantés dans le bidonville. En partant de ce principe il oppose la solution du grand ensemble où l'occupant dépérit de solitude, dans lequel il serait en outre trop onéreux de loger toute la population des bidonvilles, et celle du bidonville organisé dans lequel les autorités fournissent un minimum d'infrastructure mais laissent les occupants organiser à leur gré leur habitat. Là, Granotier reprend les conclusions d'un rapport jadis rédigé par Candilis pour l'ONU dans lequel il disait que, réflexion faite, les gens les plus démunis savaient mieux que lui ce qui leur convenait. Réflexion qu'il nuance d'animateurs plus tard après avoir observé que les anciennes barriadas des grandes cités d'Amérique latine s'étaient taudifiées chaque fois que le suivi de l'assistance technique et professionnelle avait fait défaut.

La position de Granotier

contient une part de vérité. Le bidonville aménagé est à tout prendre moins déshumanisant que les grands programmes technocratiques copiés sur les cités d'Europe où ils sont déjà de toute façon des échecs et qui ne tiennent pas compte des mœurs propres aux pays du tiers monde.

Mais Granotier passe son analyse à côté de l'essentiel : ces poches de pauvreté sont le résultat de la mise en contact brutal des techniques occidentales avec des civilisations pré-industrielles. Elles constituent autant de poids morts pour leurs pays. Le véritable problème est de développer dans ces régions un secteur agricole vivrier et des industries légères. Donc de préserver la structure villageoise et d'éviter la clochardisation de la majorité de la planète. Opération délicate dans la mesure où aucun régime post-colonial ne l'a réussie et où ceux qui l'ont tentée du Cambodge à la Chine maoïste se sont heurtés au refus des populations avant de tomber dans l'abjection. Est-ce une raison cependant pour proposer comme modèle au tiers monde le seul mirage urbain ?

Paul MAISONBLANCHE

Bernard Granotier - La planète des bidonvilles - Le Seuil. En vente au journal : franco 62 F.

de broglie = un scénario qui ne colle pas

Trois ministres ont connu une fin mystérieuse sous le septennat de Giscard. Mais cela n'inquiète pas le régime.

Fontanet ? Il a été tué par un automobiliste irascible. Boulin ? Il s'est suicidé en se jetant dans 80 cm d'eau après s'être drogué. Quant à de Broglie c'est encore plus simple puisque les auteurs et les commanditaires de son assassinat ont tous été identifiés et arrêtés.

Tout cela sent le mensonge. L'affaire de Broglie par exemple, il suffit de lire le dossier établi par Jacques Bachelon pour être éclairé sur l'honnêteté des responsables de l'enquête policière.

Ce livre a tout d'abord le mérite de resituer Jean de Broglie dans son contexte : au centre d'un vaste réseau de relations familiales et amicales qui le lie à tout ce qui fait le régime actuel. De Broglie a parfaitement réussi son *cursus honorum* politique. Il faut surtout rappeler qu'avec Giscard et Raymond Marcellin il fut l'un des trois fondateurs du parti des Républicains indépendants. Il s'occupait de procurer des fonds au

nouveau parti. Et là, Jacques Bachelon évoque une série d'escroqueries monumentales et parfois légales dont il semble penser qu'elles sont à l'origine de la puissance du parti de Giscard. Dans plusieurs de ces affaires on voit apparaître des membres du fameux « gang des ferrailleurs » dont on reparlera au moment de l'assassinat du prince. Mais surtout il est très clair que, pour réussir, ces escroqueries nécessitaient de hautes complicités dans l'appareil d'Etat. Au moment où de Broglie sera assassiné, que de pistes seront ouvertes aux policiers !

Il n'en suivront aucune, mais préféreront inventer une histoire invraisemblable. Mieux, le livre de Bachelon laisse comprendre que l'histoire a été préparée bien avant l'exécution du prince-député. Le travail du journaliste est énorme, sa documentation crédible. Les derniers développements de l'enquête judiciaire (cf *Le Monde* du 2 février) confortent son analyse.

Rappelons la thèse policière relayée d'une façon tonitruante, quelques jours après le début de l'enquête, par Michel Poniatowski alors ministre de l'Intérieur.

Pour leur permettre d'acheter le restaurant de « la Reine Pédaque », Jean de Broglie avait prêté à ses conseillers juridiques et associés, MM. de Varga et de Ribemont, 400 millions. D'après certaines dispositions contractuelles entre les associés, la mort de Jean de Broglie aurait libéré les deux hommes de toute dette. De Varga, au *curriculum vitae* plutôt chargé, est « le personnage clé de l'affaire », c'est lui qui aurait demandé au policier véreux Guy Simoné de recruter l'exécuteur. Cette thèse est corroborée par Simoné lui-même qui charge à fond de Varga.

Mais dans ce scénario impeccable trop de choses ne collent pas. En vérité Pierre de Varga perdait plus à la disparition de de Broglie qu'il ne pouvait y gagner. Il n'y a donc plus de mobile. Il apparaît que Guy Simoné a quasiment fait exprès de se faire arrêter : bizarre. Il est maintenant

avéré (ce sont les fameux rapports de l'inspecteur Roux) que la hiérarchie policière était depuis longtemps avertie des menaces dirigées contre Jean de Broglie (menaces en liaison avec une affaire de faux bons du Trésor semble-t-il). Pourquoi n'a-t-elle rien fait pour prévenir le meurtre ? Il semble plus que probable enfin que Poniatowski ait été mis au courant de ces rapports. Avant le meurtre ? Impossible à prouver ! Avant sa fameuse conférence de presse ? C'est évident. Pourquoi n'en a-t-il pas mentionné l'existence. Pourquoi le juge Floch, chargé de l'instruction, s'est-il vu opposer le mutisme et la mauvaise volonté des policiers qu'il interrogeait à ce sujet ?

Le livre fait plus de 350 pages, c'est assez pour poser énormément de questions et donner froid dans le dos en apprenant par qui nous sommes gouvernés et « protégés ». Quant aux réponses... Il faudra renverser le régime pour les avoir peut-être un jour.

Frédéric AIMARD

Jacques Bachelon - L'affaire de Broglie - Ed. Jean Picollec - En vente au journal : franco 75 F.

Le centenaire de la mort de Dostoïevski a donné lieu à quelques articles dans la presse. A-t-il été vraiment célébré comme il convenait ? J'aurais aimé plus de passion, de la controverse, des gens pour, des gens contre, une empoignade... Autre chose qu'un salut rituel au génie. La difficulté avec les «grands» c'est que, rangés au panthéon, ils n'attirent que les vapeurs de l'encens qui estompent le tranchant de leur œuvre et de leur vie. Pourtant, on ne peut dire que l'Union soviétique ait beaucoup de tendresse pour l'auteur des *Possédés*. L'écho de grandioses commémorations dans la patrie natale ne nous est point parvenu. Il est vrai que pour les vieillards despotiques du Kremlin, l'œuvre de Dostoïevski est singulièrement subversive.

Mais pour nous-même ? Il n'y a pas si longtemps que la thèse d'un panslavisme mystique dont les bolcheviks n'auraient fait que retourner le messianisme a été développée. J'ai lu cela pendant mes jeunes années dans *Défense de l'Occident* d'Henri Massis. Les arguments et les citations impressionnaient. *«A travers ces invectives passionnées contre la «dogmatique froide et légiste de l'Eglise, où s'incarne le droit romain, l'Etat romain», nous retrouvons cette défiance initiative du Russe, apolitique et nomade, contre l'Etat, la vie sociale, les institutions, les notions juridiques et historiques, auxquelles il attribue une nature criminelle, démoniaque. Et c'est tout l'humanisme que son mépris de l'intelligence, de la raison, condamne du même coup, pour y substituer un messianisme vague qui se flatte de réconcilier toutes les idées en une vaste synthèse et d'instaurer une vie nouvelle.»*

Henri Massis a d'ailleurs reçu un sérieux coup de main, ces dernières années en la personne d'Alain Besançon, soviétologue éminent, bon historien et bon connaisseur des choses russes. Dans *«Les origines intellectuelles du léninisme»* (1), Besançon a un chapitre terrible où il pourfend «la légende de la Sainte-Russie», fabrication romantique et gnostique, avec cette conclusion assassine : *«La religion venait (en Russie) comme ferveur, comme pensée, comme cadre intellectuel, sous la forme corrompue d'une idéologie religieuse.»* Ceci atteint directement Dostoïevski, dont le compte est d'ailleurs réglé un peu plus loin. Le Christ dostoïevskien ? Quasiment un imposteur, à mi-chemin entre le Christ de Hegel et celui de Nietzsche. *«C'est le Christ de l'idéalité, belle âme détachée et impuissante, dont le prince Mychkine figure l'icone adéquate.»*

Dans un autre livre (2) Alain Besançon décrit les ravages d'un dostoïevskisme à la française dont se seraient rendus coupables Bloy, Péguy et Bernanos avec leur rêve d'une nouvelle chrétienté et d'un nouveau socialisme, le refus du monde anglo-saxon, le mépris du bourgeois et *«en général de toutes les aménités de la civilisation, mondains, jolies femmes, couture, coiffure, maquillage, gastronomie, décoration.»* Le corollaire de cette haine étant l'amour sans limite du marginal, de l'asocial. Ce qui rendrait ces gens enviables, toujours au regard de nos auteurs chrétiens, serait leur situation désincarnée *«comme s'ils appartenaient déjà à l'au-delà de l'eschatologie, ou comme s'ils étaient des être angéliques, débarrassés des contraintes du corps, capables seule-*



par
gérard
leclerc

dostoïevski en procès

ment d'une apparence de péché, la responsabilité de celui-ci incombant tout entière à la société.»

L'esprit polémique conduit à l'esprit de système. Le dernier grief de Besançon paraît assez mal ajusté par rapport au courant dostoïevskien. Qu'il atteigne sa cible à propos d'une déviation chrétienne d'ailleurs pertinemment analysée ne me paraît pas douteux. Mais, à moins de n'y avoir rien compris, la pensée de Dostoïevski m'a toujours paru être celle de la responsabilité personnelle, de la conscience du criminel, d'une possible rédemption. Pour Tolstoï, celui de *«Résurrection»*, le reproche eut été parfaitement fondé. Enfin, cet accident dans l'argumentation n'empêche pas de prendre en considération une analyse singulièrement acérée. Est-il vrai qu'avec Dostoïevski et ses émules, la religion perd la nature et la raison, aboutit à la dissolution de la société ?

Il y a évidemment trop d'apparences et parfois plus que des apparences, des déviations, des abîmes cotoyés qui donnent raison à Besançon. Oui, la religion de Dostoïevski est plus un évangélisme qu'un christianisme, oui il y a risque d'anarchisme éthique et d'angélisme. La mystique de la Sainte-Russie peut déboucher sur un nationalisme idéologique redoutable. Le génie de Dostoïevski consiste souvent en un fragile équilibre entre la folie et la perception extrême de la vérité quand toutes les balances sont détruites, quand les critères sont faux, quand le monde va au chaos. Lorsque les cosaques du néant surgissent, il n'est de recours que dans le Saint-Esprit. C'est un exercice plus que périlleux, mais il arrive que par grâce on parvienne à l'autre bout du filin, même un peu hébété.

Dans une époque où tout paraissait fuir, où la vérité paraissait un piège puisqu'elle était la négation de l'invisible, la règle d'un scientisme aveugle, Dostoïevski pouvait risquer ce paradoxe célèbre : *«Si l'on me prouvait que le Christ est hors de la vérité, je voudrais plutôt rester avec le Christ qu'avec la vérité.»* Toutes

les bonnes raisons que l'on opposera à cela, ne valent rien contre la certitude tragique qui l'inspira. Pour reprendre le mot de Berdiaeff, toute la pensée de Dostoïevski est tendue vers l'apocalypse. Celle-ci n'est jamais que la révélation déchirante, d'une vérité non pas étrangère, mais présente quoique méconnue en chacun. Vérité insaisissable à l'humanisme moderne, si à l'aise dans la nature et même la nature humaine, parfois même si attaché à l'exubérance baroque des forces de vie.

Seul véritable contemporain de Nietzsche, précurseur de notre monde qui a définitivement cassé les prestiges d'une vérité positiviste, Dostoïevski écrit encore Berdiaeff *«est un pneumatologue, dont la science s'approfondit jusqu'à la vie, non de l'âme, mais de l'esprit, jusqu'à la rencontre avec Dieu et avec le diable.»* Même si l'on doit parfois contester la valeur de ses intuitions théologiques, comment ne pas admettre qu'en définitive il allait dans le bon sens et qu'il se raccrochait à ce qu'il y avait de meilleur dans la société où il vivait. Son staretz Bossy-ma, il l'a découvert dans les œuvres des Pères et dans les grands spirituels. Sa conception de la beauté qui sauvera le monde, se rattache à la tradition des icônes, à la lumière des saints qui illumine la nature.

A ce point, nous abandonnons les scories du romantisme et de la gnose. Paul Evdanimov a montré comment une étude attentive du fonds patristique découvre l'orthodoxie très pure de Dostoïevski. Dès lors, son attirance pour la piété simple des gens du peuple s'explique selon ses propres mots par la nécessité de passer par les formes traditionnelles et naïves. *«Si l'on objecte qu'une telle foi est naïve, je dirais qu'elle doit l'être.»*

Et son nationalisme ? On a pu gloser sur ses dangers, sa folle prétention («Qui perd son peuple perd son Christ») de donner à son pays le destin inouï du peuple christophore. Il peut en effet paraître singulier de donner à la Russie la mission d'englober en une âme commune non seulement tous ses fils mais encore *«de prononcer le mot, de la grande, universelle harmonie, de l'accord définitif et fraternel de toutes les races de la terre sous la loi évangélique du Christ.»* Il l'a proclamé dans son fameux discours sur Pouchkine. On ne doit pas oublier que grâce à ce discours, il opérait la réconciliation des slavophiles et des occidentalistes, en donnant une finalité œcuménique au destin russe. Peut-être formulait-il plus un souhait, qu'il ne faisait un constat. Proclamer que *«notre destin est l'universalité non pas acquise par le glaive mais par la fraternité»* peut sembler outrepassant. Mais c'était une direction, plus encore, une discipline que le grand Feodor proposait aux siens. Sans doute, Berdiaeff l'admet, une idéalisation excessive du peuple, une sorte de collectivisme spirituel le gênait encore, comme elles empêtraient un peuple russe qui ne parvint pas à une maturité politique suffisante. Mais la direction était la bonne, celle qu'un Soljenitsyne à son tour poursuivait.

Gérard LECLERC

(1) Alain Besançon - *Les origines intellectuelles du léninisme* - Ed. Calamnn-Lévy. En vente au journal : franco 67 F.

(2) Alain Besançon - *La confusion des langues* - Ed. Calmann-Lévy. En vente au journal : franco 50 F.



le préfet yin

Je préférerais me tromper parce que j'admire Simon Leys de nous avoir bien appris à nous méfier des «chromos politico-religieux» de la Chine moderne («Les Habits neufs du président Mao», «Ombres chinoises»).

Je préférerais donc me tromper mais j'ai l'impression que Simon Leys peint «en chromo» Chen Jo-hsi, l'auteur du «Préfet Yin et autres histoires de la révolution culturelle», lorsqu'il affirme : «Chen Jo-hsi demeure à ce jour la seule romancière chinoise de stature majeure, qui nous ait fourni un témoignage littéraire sur la dernière décennie de l'ère de Mao (la «Révolution culturelle» et ses séquelles), vécue de l'intérieur à ras du quotidien.»

Simon Leys oppose le **romanisme révolutionnaire** de la littérature officielle chinoise, au **réalisme socialiste dissident** de Chen Jo-hsi. La littérature officielle «ne jaillit pas du cœur», elle ne décrit pas des personnages ordinaires, mais seulement des «stéréotypes héroïques», elle ne réfléchit pas la réalité, mais seulement ce que les Autorités ont décidé que la réalité devait être, elle n'est pas descriptive, mais pédagogique et normative; bref elle est «complètement marginale par rapport à la vie». L'on voit qu'il est question surtout de principes littéraires, de lois artistiques : voilà l'illusion (et la terreur) s'il n'y a que des **procédés**.

Il convient de préciser que la littérature classique chinoise est «une littérature de centons», comme l'écrit Marcel Granet; le discours classique chinois peut se décrire comme «une mosaïque de proverbes», où «la densité la plus forte (en proverbes) est la marque de la pensée la plus profonde». Les deux romans chinois les plus célèbres décrivent exactement des «stéréotypes héroïques» (**Au bord de l'eau** -Shui-hu; et le **Voyage en Occident** -Si Yeou ki), et non «des personnages ordinaires». L'on voit l'insuffisance des

catégories littéraires de Simon Leys, il reproche à la littérature officielle chinoise son classicisme.

Simon Leys conclut ses reproches par une louange «chromo» du dissident. En sorte qu'il est bien d'être marginal par rapport au pouvoir, et mal de l'être par rapport «à la réalité». Seuls les dissidents seraient en mesure de nous faire connaître la «vie». Quant au lecteur on suppose de lui qu'il gobe tout, qu'il ne sait pas lire entre les lignes, qu'il a attendu Soljenitsyne pour lire Zolchenko, qu'il croit dur comme fer que Souleimenov le poète soviétique, ou Leonid Leonov le secrétaire de l'Union des Ecrivains soviétiques, ne lui avaient rien appris avant Zinoviev, qu'ils lui mentaient et que lui, pauvre lecteur, n'y voyait goutte. Tout le monde ne fait pas profession de naïveté, et plus d'un n'a pas été surpris outre-mesure par les révélations sur le Goulag. Ajoutons que l'on n'est pas loin aujourd'hui d'attendre du lecteur qu'il méprise tout ce qui n'est pas dissident. Etre exilé n'est pas une condition sociale, ni une condition politique c'est plutôt comme le dit Lévinas «une incondition», une façon de se tenir dans l'être. Etre exilé, comme être pauvre ou miséreux, n'est pas un certificat de sainteté, ni un brevet de talent littéraire. Le dissident risque d'être simplement sans foi ni loi, comme le tyran, séparé de son peuple, sans feu ni lieu, séparé de tous selon la proverbiale formule chinoise. L'héroïsme supérieur de celui qui reste malgré tout, ou de celui qui n'a pas le choix, ni la voix pour passer «à la liberté», mérite de n'être pas oublié, au moins.

«Témoignage» dit Simon Leys des nouvelles de Chen Jo-hsi, et

«vivante galerie de personnages», oui Madame Chen a vécu un peu en Chine, mais nous rend-elle voyants ? L'expérience n'est pas tout. «Avoir été en Chine» ne signifie pas comprendre la Chine. Avoir vécu en Chine sept ans la Révolution culturelle et l'écrire n'équivaut pas à un savoir autorisé.

L'auteur du «Préfet Yin» est née à Taïwan en 1938, elle a étudié la littérature à l'université de Taiwan et aux U.S.A. Elle a décidé en 1966 avec son mari de rentrer en Chine afin de «servir le peuple» : ils y restent sept ans; en 1973 «Chen Jo-hsi, son mari et leurs deux enfants obtinrent enfin (sic) leur visa de sortie». Ils émigrèrent au Canada. Si la très officielle revue «Littérature chinoise» n'a jamais accueilli les nouvelles de Madame Chen, elles ont été publiées dans diverses revues de Taiwan et de Hong-Kong, ainsi que dans l'Express et le Reader's Digest dont les positions dissidentes sont bien connues.

Les histoires de Madame Chen sont une description délibérément

superficielle, il est donc légitime de s'attendre à des détails révélateurs, en quoi l'on est fort déçu. Elle ne traite pas les **thèmes mineurs**, elle expose des **cas**, comme on dit, c'est à dire des exemples non exemplaires. L'on pénètre si peu avant dans la mentalité chinoise qu'il est tout à fait impossible d'entendre le moindre accent de la voix du peuple chinois.

Non ce n'est pas la littérature chinoise espérée qui paraît là, ce sont des textes encore en marge du peuple de la Chine dont la voix continue de se taire ou d'être étouffée.

Simon Leys s'est trompé par trop espoir, par impatience. C'est une erreur qui l'honore et qui confirme l'autorité de son amour pour la Chine.

Littérairement la «Révolution culturelle», et peut-être même la révolution chinoise, continue tragiquement d'être inscrite en blanc.

Ghislain SARTORIS

Chen Jo-hsi -Le Préfet Yin et autres histoires de la Révolution culturelle. Traduction et introduction de Simon Leys -Ed. Denoël- En vente au journal : prix franco 58 F.



BULLETIN - REPONSE A RETOURNER A ROYALISTE

Nom : Prénom :

Adresse :

- ☐ commande le dernier numéro des Cahiers Royalistes (13 F)
☐ commande le dernier numéro de Royaliste Université (3 F)
☐ s'abonne aux Cahiers Royalistes pour 4 numéros (normal : 35 F; soutien : 50 F)
☐ s'abonne à Royaliste-Université pour 5 numéros (normal : 10 F; soutien 30 F)

règlement à l'ordre de «Royaliste», CCP 18 104 06 N Paris

Total du versement :

la campagne est commencée

Dans notre dernier numéro nous vous avons expliqué les raisons (essentiellement les nouvelles dispositions prises par le gouvernement pour faire barrage aux candidats «hors système») pour lesquelles nous devons envoyer une documentation à la totalité des maires de France.

Cette expédition d'une documentation à près de 40 000 exemplaires représente un travail considérable pour lequel nous avons du faire appel à des entreprises extérieures : confection par ordinateur des 40 000 étiquettes-adresses, mise sous pli et routage de la documentation, etc.

Ce sont donc des dépenses importantes qui viennent s'ajouter aux frais d'affranchissement proprement dits. Beaucoup de nos lecteurs ont réagi tout de suite et nous ont fait parvenir leur contribution financière à cet effort exceptionnel. Qu'ils en soient remerciés. Mais les sommes recueillies restent bien inférieures aux dépenses déjà engagées. Alors, bondissez sur vos chèquiers, et faites nous parvenir de toute urgence votre participation à la souscription (à l'ordre de Royaliste, CCP 18 104 06 N Paris, et en précisant «Arsenal 81»). Modeste ou importante votre contribution est attendue, est nécessaire.

Parallèlement à cette opération de grande envergure la collecte des promesses de signatures continue, nous en avons actuellement 472 de comptabilisées. A plus d'un mois et demi de la date du dépôt de candidature, ce chiffre serait

très satisfaisant si les nouvelles dispositions gouvernementales ne nous faisaient craindre qu'un certain nombre de ces «promesses» ne se concrétisent pas le moment venu. Déjà l'on doit noter 3 désistements de maires qui ont manifestement pris peur devant les pressions préfectorales. Combien d'autres renieront-ils leur promesse maintenant que le candidat ou ses représentants n'ont plus aucun moyen de contrôle ?

D'où l'importance de notre opération «Contact avec 40 000 maires».

Virtuellement commencée, la campagne électorale sensibilise dès aujourd'hui un nombre important de Français habituellement dépolitisés. Nous nous en rendons bien compte par le volume du courrier

que nous recevons et l'augmentation sensible des ventes du journal. Il est donc très important pendant toute cette période que «Royaliste» soit très largement diffusé. Notre journal est en effet un instrument privilégié pour nous faire connaître et pour faciliter une première prise de contact avec la N.A.R.

Là encore l'aide de nos lecteurs nous est indispensable pour assurer cette diffusion.

— **Ventes à la criée.** Ceci s'adresse plus particulièrement aux jeunes royalistes qui pourraient consacrer une ou deux heures chaque semaine pour proposer le journal sur un marché ou à la sortie d'une gare. Nous écrire ou nous téléphoner pour connaître les modalités pratiques et pour obtenir les journaux nécessaires.

— **Distributions d'invendus.** Tous les quinze jours nous vous faisons parvenir une certaine quantité d'anciens numéros du journal à charge pour vous de les diffuser (envoi à des amis, distribution dans les boîtes à lettres, etc.) Pour cela il existe une formule d'«abonnements invendus» à un prix très modeste (qui couvre juste les frais de port) : 6 mois, 10 exemplaires pour 35 F.

— **Abonnements de propagande.** Faites nous parvenir des noms et des adresses de personnes susceptibles d'être intéressées par le journal. Nous leur enverrons gratuitement **Royaliste** pendant deux mois avant de leur demander un abonnement éventuel. Précisez nous si vous désirez que l'abonnement soit fait de votre part ou d'une manière anonyme.

La campagne électorale est d'ores et déjà commencée, à nous, à vous, de savoir en profiter pour accroître notre audience d'une manière sensible.

Yvan AUMONT

■ Paris -mercredis de la NAR

Tous les mercredis, conférence-débat à 20 h dans les locaux du journal, 17, rue des Petits-Champs (4ème étage).

Mercredi 18 février. Conférence-débat avec Jérôme Bindé, journaliste, sur le thème «Quel avenir pour l'Italie d'aujourd'hui?».

Mercredi 25 février. Conférence et projection de diapositives par Michel Fontaurelle : «La France de l'océan Indien aujourd'hui et demain, Réunion, Mayotte, Îles éparses et Terres australes».

Mercredi 4 mars. Conférence-débat par Hubert Bocquillon : «Chouans et Vendéens : les insurgés royalistes», précédée de la projection d'un film sur la guerre de Vendée.

Les lecteurs de **Royaliste** sont conviés à ces réunions qui leur permettront de prendre contact avec les principaux rédacteurs du journal et les animateurs de nos activités à Paris. Vers 22 heures, à l'issue de la conférence, un repas froid est servi qui permet à ceux qui désirent rester de poursuivre autour d'un pot les conversations amorcées (participation aux frais du repas : 10 F).

■ VERSAILLES - YVELINES

Le 19 février à 20 h45, réunion avec la présence de Bertrand Renouvin, sur le thème «A l'heure des présidentielles, que proposent les royalistes?». La réunion aura lieu au Centre 8, 8 rue Porte du Buc à Versailles (près gare SNCF-Chantiers).

Toute correspondance pour la Fédération des Yvelines est à adresser à NAR - B.P. 120-78003 Versailles cedex.

en 1974...



bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement d'essai de trois mois (30 F), 6 mois (55 F), un an (95 F), de soutien (200 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix.

NOM : Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs 75001 PARIS - C.C.P. ROYALISTE 18 104 06 N Paris

EDITORIAL

Les tréteaux sont dressés et le spectacle commence. Avec des acteurs bien connus -trop peut-être- et des répliques peu nouvelles. Il faut cependant y prêter la plus grande attention : le déroulement de la campagne électorale peut réserver des surprises, et aucune fatalité ne préside à son dénouement. Contrairement à ce que

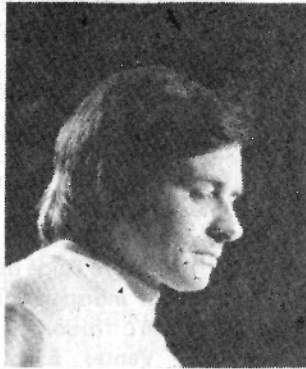
beaucoup craignent il y a quelques mois, la réélection de Valéry Giscard d'Estaing est moins que certaine : sa politique désastreuse provoque une désaffection croissante dans l'opinion, et il ne peut plus compter sur les difficultés internes d'un parti socialiste qui a retrouvé son unité. Mais la partie n'est pas tout à fait perdue pour le Président sortant car ses deux principaux adversaires doivent tout en lui livrant bataille, éviter de tomber dans les pièges tendus par leurs alliés ou par les hommes de leur camp.

DELIRE

Le candidat socialiste a évité sans grande difficulté la première chausse-trappe, trop tôt placée par le Parti communiste. En réclamant soudain et à grands cris l'entrée de ministres communistes dans un gouvernement de gauche, Georges Marchais voulait évidemment gêner François Mitterrand. Ce qui en dit long sur les arrières-pensées des dirigeants communistes, et sur la confusion qui caractérise leur tactique. Chacun sait que, lorsque le Parti communiste souhaite réellement exercer le pouvoir, il se montre d'une grande modestie et d'une grande discrétion sur sa participation ministérielle. S'il l'exige bruyamment aujourd'hui, c'est qu'il veut priver les socialistes des voix modérées apeurées par ses prétentions.

Pourquoi ? Sans doute par complaisance à l'égard de l'Union soviétique, puisqu'il a de nouveau choisi, volontairement ou non, de faire acte d'allégeance. Mais pourquoi maintenant, et de façon si maladroite ?

S'il voulait vraiment mettre François Mitterrand en difficulté, pourquoi n'a-t-il pas attendu, pour formuler ses exigences, une période plus proche de la consultation ? Maintenant, le piège est éventé et le Parti socialiste aura tout le temps de s'expliquer et de rassurer. Ainsi, non content de trahir la cause anti-giscardienne dont il se dit le héraut, le Parti communiste manque son objectif inavoué. Est-ce par un calcul encore plus retors, ou tout simplement l'effet de son délire ? Quoi qu'il en soit, le Parti communiste est devenu odieux. Odieux quand il prétend justifier l'invasion soviétique en Afghanistan. Odieux dans sa tentative de récupération de la révolte polonaise. Odieux quand il s'attaque aux



par
bertrand
renouvin

les cent derniers jours

travailleurs immigrés et quand il déclenche une campagne de délation et d'intimidation contre une famille marocaine. Ridicule aussi quand il réclame des ministères à un parti qu'il accuse depuis trois ans de «virer à droite». Et ce ne sont pas les bouffonneries et les contorsions de Georges Marchais qui empêcheront le Parti communiste de connaître un discrédit croissant.

Mitterrand a toutes les chances d'en retirer le plus grand profit. Assez habile pour ne pas crier victoire au vu des récents sondages, il inquiète moins depuis qu'il a annoncé son intention de dissoudre l'Assemblée nationale après les présidentielles, vidant ainsi de tout contenu passionnel la question de la composition de son gouvernement.

LOGIQUE DE LA DROITE

Les chances de Jacques Chirac paraissent dès lors bien minces. Tandis que le candidat socialiste n'a cessé de s'opposer à l'actuel président, le chef du R.P.R. a eu une démarche hésitante : tout en critiquant le gouvernement, il n'a jamais pu se résoudre à le renverser. Sans doute, était-il difficile, pour un parti qui se dit

l'héritier du gaullisme, de provoquer une crise de régime. Ce sacrifice sur l'autel des principes serait compréhensible si Jacques Chirac ne venait de les violer en se déclarant candidat. Cette décision est certes conforme à la logique partisane, qui oblige toutes les grandes formations à participer à l'élection présidentielle. Mais elle est contraire à la tradition gaullienne, qui tendait à faire du chef de l'Etat un homme libre de tout parti. Michel Debré a eu raison de le souligner au moment du congrès du R.P.R. Mais est-il si bien placé pour jouer les censeurs, lui qui fut si longtemps le chantre du parti gaulliste ? Et comment cet homme honnête et convaincu ne s'aperçoit-il pas que sa campagne, d'ailleurs de plus en plus anti-chiracienne, fait le jeu de Giscard d'Estaing.

L'électorat de droite obéit en effet à une logique rigoureuse : peu soucieux des différences idéologiques, il se reporte massivement sur le candidat le mieux placé pour défendre ses intérêts et pour écarter le «péril de la gauche». Par exemple sur le M.R.P. quand la vieille droite fut déconsidérée après la Libération, sur le gaullisme en 1958 et après les événements de 1968, sur le libéralisme giscardien lorsque Chaban-Delmas parut trop léger. Aussi, tout ce qui affaiblit Chirac et porte atteinte à sa crédibilité face à la gauche fera le jeu de Giscard : peu importe la couleur du cheval pourvu qu'il soit gagnant. Le président sortant le sait bien, qui multiplie les petits cadeaux à l'électorat flottant, qui joue au grand patriote, et qui fera probablement sa campagne sur la question de la «sécurité» : peur du «rouge» et peur du «loubard», la droite utilisera encore une fois ses vieilles recettes, à l'efficacité éprouvée...

Il est inutile de chercher, à travers ces remarques, quelles pourraient être nos préférences : si tant est que nous en ayons, elles ne pourront être exprimées qu'entre les deux tours. Elles ne seraient d'ailleurs dictées que par la recherche d'un moindre mal. Car pour l'essentiel, l'indépendance du pouvoir politique, c'est le pire qui est certain. Contre la volonté du général de Gaulle, l'Etat est redevenu l'enjeu de la lutte des factions et sera, avec Giscard, Mitterrand ou Chirac, la propriété d'un parti soucieux avant tout de ses intérêts. Devenue pure autocratie, la «monarchie élective» gaullienne n'existe plus. Dégradé en chiracisme, le sentiment gaulliste est en train de se perdre. Autre chose devra naître après les présidentielles pour que l'effort entrepris en 1958 ne soit pas définitivement anéanti.

Bertrand RENOUVIN